

# Mobilisations citoyennes et acceptabilité sociale



**Pierre Batellier**

[pierre.batellier@hec.ca](mailto:pierre.batellier@hec.ca) / 514-340-6343

Coordonnateur [développement durable](#) et chargé de cours - **HEC Montréal**

Membre du Comité Mobilisation gaz de schiste de Saint-Marc-sur-Richelieu

Membre fondateur

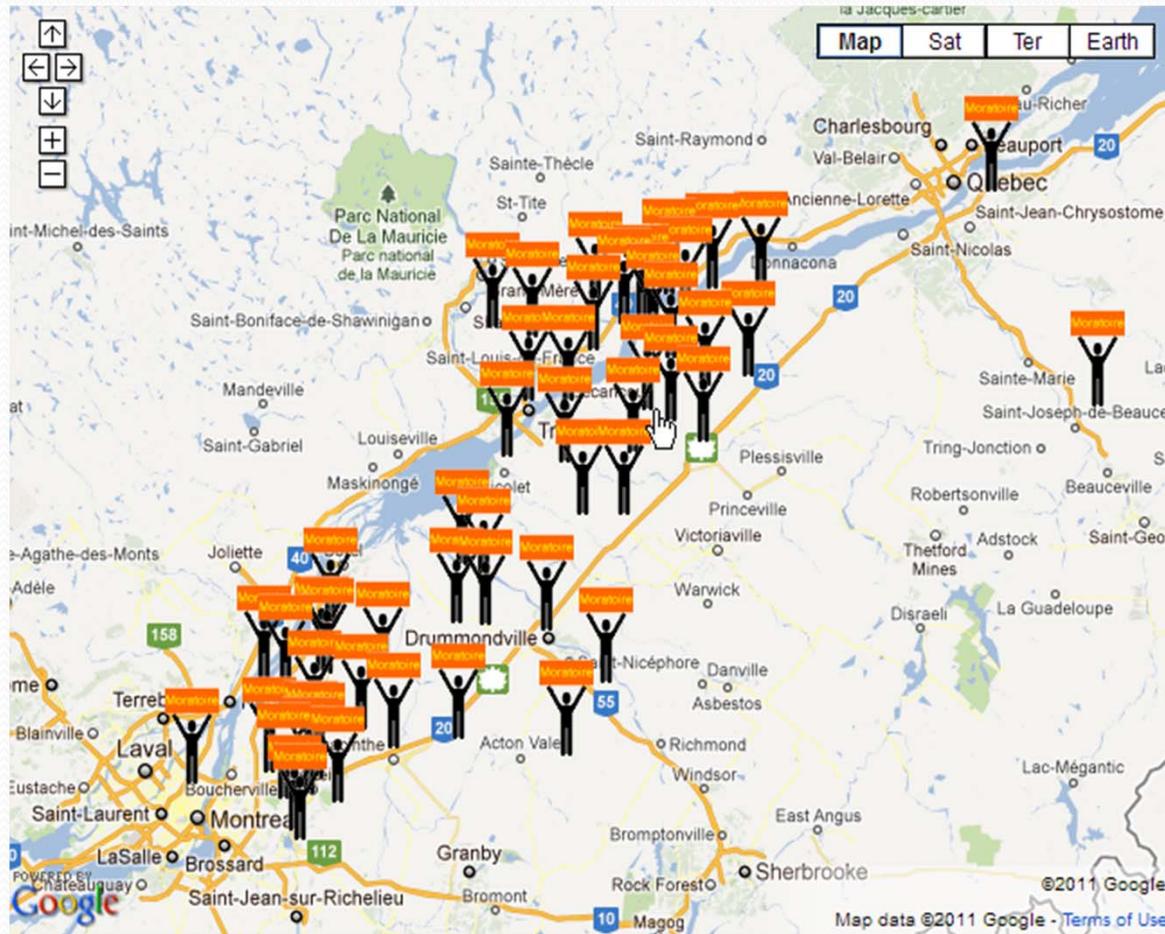
du [Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste au Québec](#)

## Mieux comprendre les mobilisations citoyennes

- Leur dynamique
- Les facteurs de mobilisation et attentes des citoyens
  - Les gens ne s'opposent pas pour s'opposer...
  - Importants sacrifices personnels de l'implication citoyenne
- Les défis rencontrés par les citoyens
  - Structurels
  - Culturels / argumentation
  - Organisationnels
- Deux paradigmes différents ?
  - Acceptation sociale vs. Acceptabilité sociale



## Le gaz de schiste au Québec et la mobilisation citoyenne



- Mai 2009 : AQLPA
- Printemps 2010 : Saint-Marc-sur-Richelieu, assemblées de cuisine et conférences de cabane à sucre...
- BAPE
- Depuis l'été 2010 : multiplication des comités citoyens : Près de 80 fin 2012 !

[Fil des évènements de Radio-Canada](#)

# 5000 puits sur 20 ans entre Montréal et Québec ?

## Réseau de gaz naturel au Québec

- **Gaz de schiste** → Ampleur du projet : toute la vallée du Saint-Laurent :
- « La cour est à l'échelle du Québec »

- **Gaz de schiste** – nombreux enjeux interpellés : eau, air, agriculture, énergie, démocratie, etc.

**Bassin gaz de schiste**

## réseau de gaz naturel au Québec

- Gaz Métro
- TQM
- TCPL
- Champion Pipe Line



Cartographie : Groupe GAZMÉTRO  
Novembre 2013



# MANIFESTATION DU 18 JUIN 2011

Photo: Franck Billaud





## Échelles LOCALE & RÉGIONALE

Ex: campagne 50 000 lettres



Échelle **NATIONALE**  
avec autres acteurs  
22 avril 2012 -  
250 000 personnes



## Facteurs de mobilisation des citoyens

1. Sensibilité accrue des citoyens aux enjeux socio-environnementaux
2. Légitimité des processus de prise de décision publique menant aux projets
3. Diagnostic, remèdes et argumentation des promoteurs
4. Compétences : savoir-faire et « pouvoir-faire » des citoyens

# 1) Sensibilité accrue des citoyens aux enjeux socio-environnementaux

- Eau
- Qualité de l'air
- Gaz à effet de serre / réchauffement climatique
- Préservation des terres agricoles
- Santé et qualité des milieux de vie
- Tissu social

→ Les citoyens s'interrogent et interrogent plus...

# Éléments renforçant cette sensibilité

- **Couverture médiatique**
- **Intérêt et expertise locale** (municipalité, citoyens)
  - Comités environnementaux locaux
  - Politiques / démarches en développement durable
- **Campagnes de sensibilisation / messages municipaux**
- Mouvement de « **réappropriation** » du territoire
  - identité locale
- **Expériences passées**

## 2) Légitimité des processus de prise de décision publique menant aux projets

- Désir croissant de **démocratie participative** et de **transparence** (savoir ce qui se trame) par rapport aux choix concernant le bien commun, l'occupation du territoire ou encore l'utilisation des ressources.
- Facteurs contextuels
  - Débat corruption / collusion
  - Finances publiques / prix des ressources et « juste part »
  - Dimension nationale / souveraineté

→ **Au-delà de leur légalité, quelle légitimité des décisions ?**

# Trois dimensions de l'Acceptabilité sociale (Wolsink, 2010)

- **l'acceptabilité de marché** : acceptabilité des investissements encourus, des risques financiers et des prix et taxes, par les consommateurs, les investisseurs, les compagnies concernées et les politiciens.
- **l'acceptabilité communautaire** : acceptabilité des installations, des promoteurs, des investisseurs et des gestionnaires, par les résidents, les autorités et autres parties prenantes locales ;
- **l'acceptabilité socio-politique** : acceptabilité des technologies, des politiques et des cadres en place par les politiciens et décideurs, par le public et par les parties prenantes principales ;

Source : Wolsink M. (2010), p. 303. "Contested environmental policy infrastructure : socio-political acceptance of renewable energy, water, and waste facilities"  
Environmental Impact Assessment Review ; 30 : 302 – 311

# « Réception » d'une décision par les citoyens : le consentement libre, préalable et éclairé l'exemple du gaz de schiste au Québec

## **POLITIQUES ET CADRES EN PLACE**

- **Une réglementation inadéquate ou inexistante**
  - *Loi sur les mines* dépassée
  - Pas de Loi sur Hydrocarbures
  - LQE et Loi sur le développement durable non adaptées
  - CPTAQ – compétences limitées

## **DÉCISION LIBRE**

- On peut encore dire non
- « Les dés ne sont pas jetés »

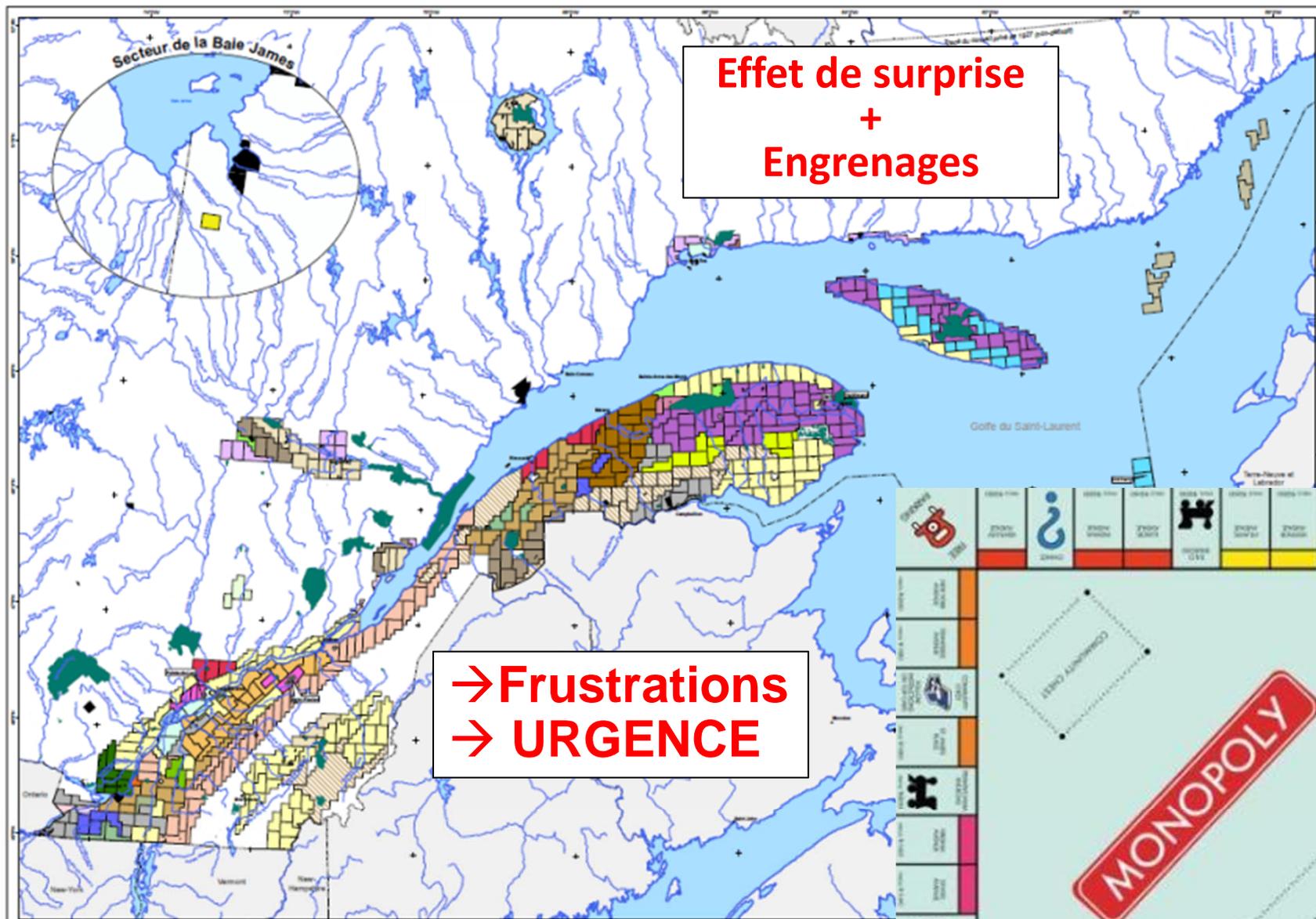
## **DÉCISION PRÉALABLE**

- Avant que les activités commencent

## **DÉCISION ÉCLAIRÉE**

- Éléments d'information suffisants pour se prononcer

Source : Le consentement libre, préalable et éclairé au Canada – Conseil principal de la forêt boréal- Septembre 2012. [Lien](#)



**Effet de surprise  
+  
Engrenages**

**→ Frustrations  
→ URGENCE**

**Map Compilations Petroleum and Gas in 2009**

	2007-2008		2008-2009		2009-2010
	2009-2010		2010-2011		2011-2012
	2012-2013		2013-2014		2014-2015
	2015-2016		2016-2017		2017-2018
	2018-2019		2019-2020		2020-2021

**Provinces**

- Québec
- Nouveau Brunswick
- Ontario
- Manitoba
- Saskatchewan
- Alberta
- Colombie-Britannique
- Yukon
- Terre-Neuve et Labrador

**Other**

- Parcs nationaux
- Parcs provinciaux
- Parcs municipaux
- Parcs indiens
- Parcs de la région de la Gaspésie
- Parcs de la région de la Côte-Nord
- Parcs de la région de la Gaspésie
- Parcs de la région de la Côte-Nord
- Parcs de la région de la Gaspésie
- Parcs de la région de la Côte-Nord



# Défis d'ordre structurel pour les citoyens

- **Absence de mécanismes d'alerte au niveau gouvernemental**
  - Aucune instance gouvernementale chargée de veiller à la protection et au bien-être de la population ne se montre **initialement engagée** en ce sens.
- **Absence d'arbitre**
  - Au contraire, le MRNF et le MDDEP se sont faits les grands promoteurs du développement de cette filière énergétique.
- **Refus de dialogue autour d'une quelconque remise en cause du projet**
  - « *Pas de temps à perdre avec les Greenpeace de ce monde* ».

# Défis de la participation citoyenne

- **Des lois et des règlements qui la verrouillent (au profit des promoteurs)**
  - Pas de prise légale pour les populations et les municipalités pour prendre part à la décision (Loi sur les mines)
  - Modalités de recours insuffisantes
  - Problèmes de disponibilité, d'accessibilité et de qualité de l'information
  - Faible possibilité de s'insérer dans le cadre de la dynamique politique d'influence et de décision

- **Des institutions malmenées**
  - Un **BAPE** tronqué – pas d'évaluation préalable à la consultation + défis pour participer
  - ÉES non conforme aux standards internationaux

→ **Perte de confiance et non légitimité de décisions légales**  
→ **CONFLITS et IMPASSES**

# Au-delà des « accommodements raisonnables », quelle pertinence du projet ?

BÉNÉFICES

Retombées  
NATIONALES



COÛTS

Retombées  
LOCALES

**ABSENCE D'ANALYSE SÉRIEUSE ET INDÉPENDANTE de la  
filière du gaz de schiste dans sa globalité**  
*« Évaluer les impacts socio-économiques ne relève pas de nos  
compétences. Il y a Greenpeace pour ça ! » Réunion MRNF 2010*

**Fardeau de la preuve sur le citoyen**

# Pertinence du projet ?

## Éléments non précisés a priori et/ou non ouverts à la discussion publique

- Cadre de référence et méthodologies
- Échelles temporelle et spatiale d'analyse
- Démonstration du besoin (intégration dans la stratégie énergétique)
- Comparaison avec des alternatives
- Critères de décision
  - Indépendance énergétique
  - Principe de précaution
  - Retombées socio-économiques / externalités positives et négatives
  - Création / répartition de la richesse

## • 2011 : Commissaire au développement durable

1. **Arrimage non démontré avec les priorités d'action et les planifications territoriales.**
2. *Mise en place tardive de mécanismes gouvernementaux de participation des citoyens.*
3. **Démonstration insuffisante des bénéfices pour la société québécoise.**
4. *Mesures réglementaires qui minimisent les débours des entreprises.*
5. *Contrôles insuffisants par les ministères (Absence de dialogue - silos)*

Source : [Vérificateur général 2011](#)

# Exemple du coût post-exploitation des puits

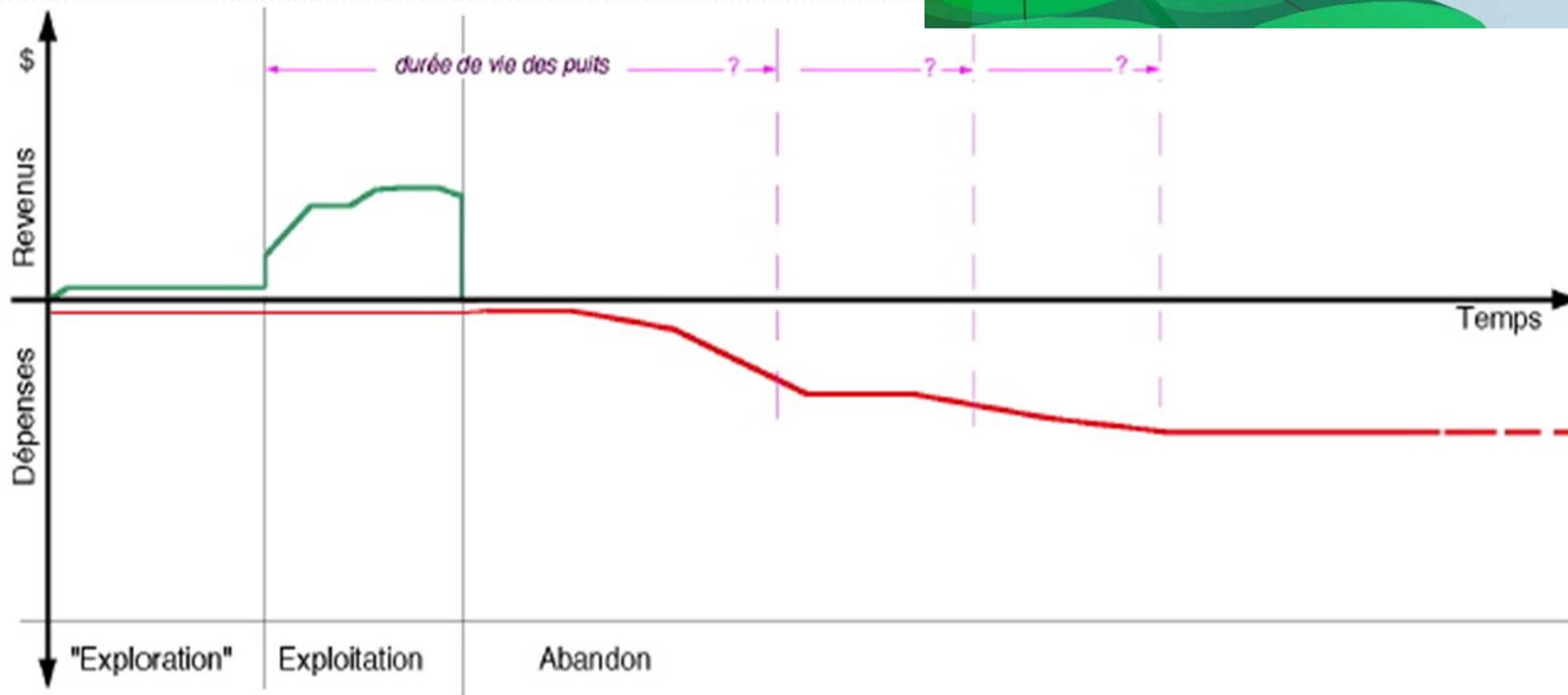
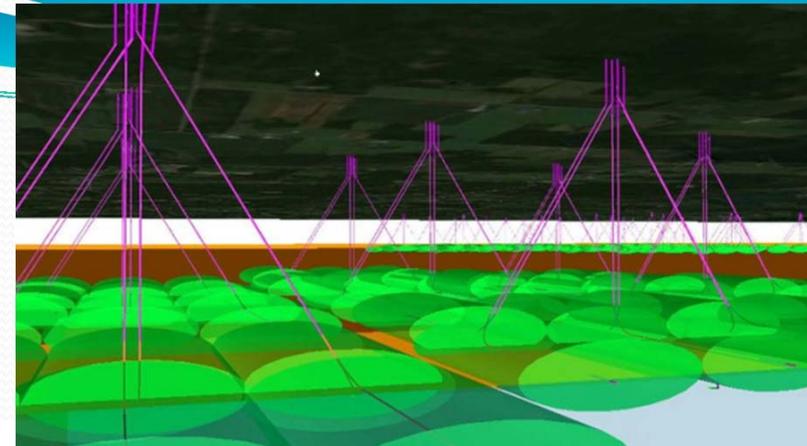


Figure 2 : Plan d'affaire incluant un schéma de la durée de vie des puits.

Source Marc Durand : <http://www.facebook.com/gazdeschiste>



Légende de la carte

- Gazoduc - emprise actuelle (tracé approximatif)
- Site de forage - gaz de schiste ➔ Autres développements potentiels
- Gazoducs de raccordement des puits de gaz de schiste
- ⋯ Forage horizontal pour la fracturation hydraulique
- Routes nouvelles pour accéder aux puits de gaz de schiste
- ↔ Principales voies d'acheminement-évacuation de la machinerie, eau, produits chimiques
- Habitations (maisons ou cabanes existantes)

Carte : RCMGDS. Batellier 2011



## IMPACTS CUMULATIFS NON APPRÉHENDÉS



# 3) Diagnostic, remèdes et argumentation des promoteurs

- **Diagnostic initial des promoteurs**
    - Population irrationnelle, ignorante, émotive
    - Inquiétudes injustifiées
    - Porteuse d'opinions, pas d'idées / influençable
    - Mauvais réflexe / mauvaise attitude / immobiliste
  - **Remèdes**
    - Campagne d'information et d'éducation (**marketing social**)
    - Stratégie de **stigmatisation des citoyens**
- **Défis pour les citoyens**
- Identifier et mettre au grand jour ces stratégies (expérience)
  - Les prévenir, contourner voire les retourner contre leur auteur

# Défis d'argumentation – les stratégies des promoteurs (1)

- **Fournir de l'information simpliste...**
  - Sous-sol / Schémas vs. Visuels et photos
- **... ou très technique**
  - Attaque légitimité citoyenne : « pas des experts »
- **Apprendre la logique binaire**
  - « Pour le GDS ou contre le développement économique »
  - Pas de prise en compte des alternatives
- **Recadrer la problématique pour la minimiser**
  - Abus sémantiques « juste en exploration »
  - Comparaison au pire

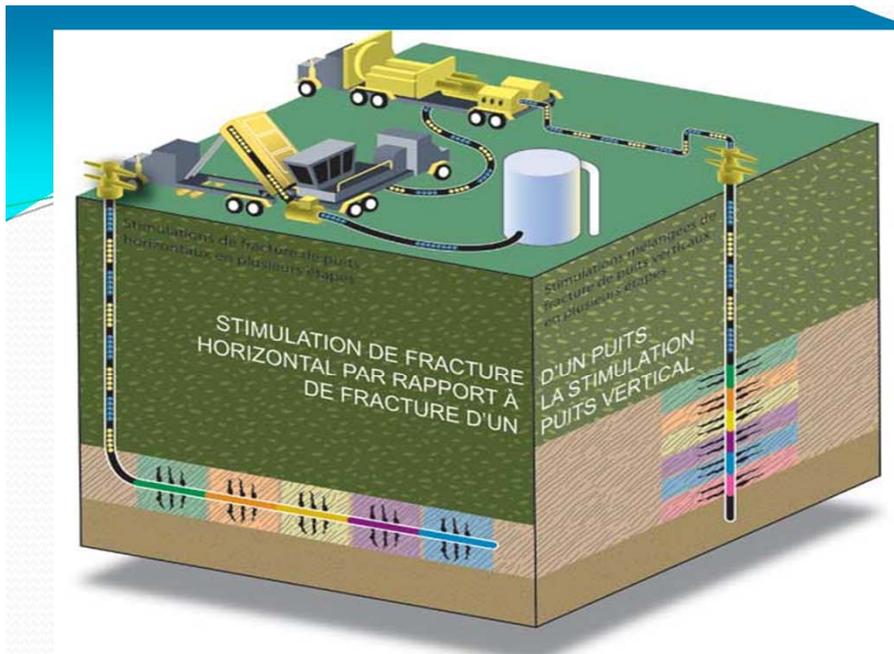
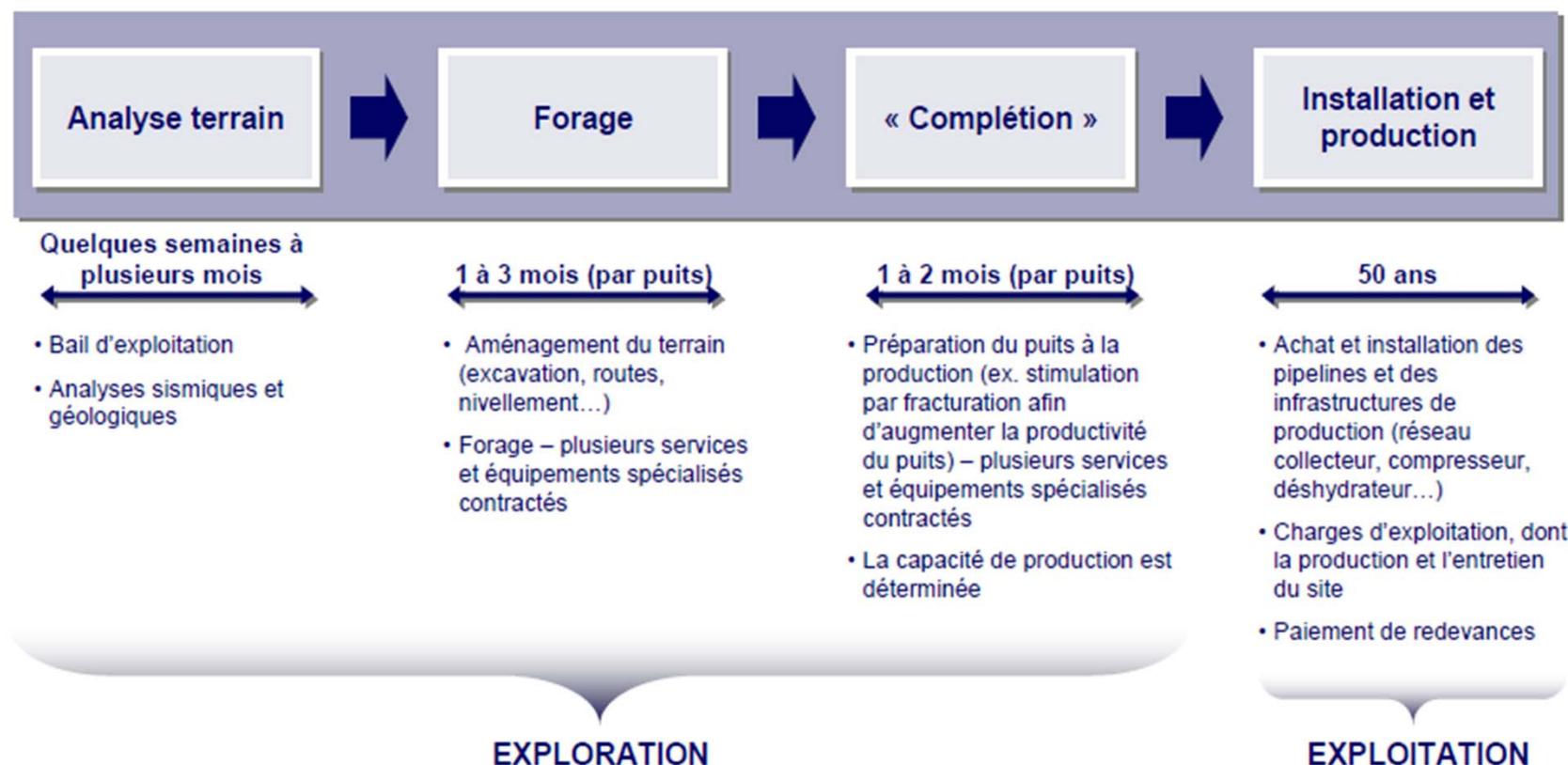


Schéma - Office de l'Énergie du Canada



# Un processus de production faisant appel à un large éventail de fournisseurs

- La production de gaz naturel est un processus à plusieurs étapes, chacune d'elles faisant appel à un éventail de fournisseurs
- La viabilité économique n'est prouvée qu'à la « complétion » du puits
  - Le taux de succès se situe à 50 % dans les premières années



Sources : APGQ; revue de littérature; analyse SECOR

## UN CONTEXTE D'INCERTITUDES SUR LA DURÉE

### Projet Saint-Marc – Activités

- Activités d'exploration pour la recherche de gaz naturel :
  - Forage du puits : le forage durera environ 10 jours et nécessitera l'installation par EMCL d'une foreuse et du matériel connexe.
  - Analyse des données : après le forage du puits, l'équipement de forage sera retiré des lieux et le chantier demeurera inactif pendant environ deux mois, le temps que EMCL procède à l'analyse des données recueillies durant l'opération de forage.
  - Complétion du puits : EMCL perforera le puits et en stimulera les fissures. Pour stimuler les fissures, EMCL devra installer divers équipements de pompage et aura besoin de l'eau pour fissurer le puits correctement.
  - Mise à l'essai du puits : une fois l'équipement retiré du site, EMCL fera l'essai du puits. L'essai durera environ deux à trois mois, selon l'analyse des données.
  - Répétition : les étapes mentionnées ci-dessus (perforation, stimulation des fissures et mise à l'essai) seront répétées plusieurs fois au gré des essais réalisés par EMCL sur les autres zones du puits de forage.
  - Abandon du puits : la concession sera remise en état dans l'éventualité où le projet serait déclaré « non viable ».
  - Remise en état des lieux : une fois le puits fermé et les travaux achevés, EMCL remettra les lieux dans leur état initial comme indiqué dans le rapport Golder daté de mars 2010.



# Défis d'argumentation – les stratégies des promoteurs (2)

- **Enseigner la vertu et culpabiliser les citoyens**
  - « Le pas dans ma cour » est un vilain défaut
  - « Les opposants sont des égoïstes »
  - « Contre la connaissance et le progrès scientifique »
  - « On ne va pas être les seuls à ne pas le faire »
  - « Le moratoire coûterait cher » / « M\$ déjà investis »
- **Langage « Responsabilité sociale / Dev. Durable »**
  - Le vocabulaire RSDD utilisé comme un simple « analgésique » de projets imposés

# 4) Apprentissages citoyens

## Savoirs

- **Compétences disciplinaires (« savoir que »)**
  - Effets et impacts écologiques, économiques et sanitaires des activités
  - Aspects législatifs et juridiques
  - Aspects politiques : dynamique de prise de décision et d'influence
  - **Capacité à faire des liens entre les différents savoirs**
- **Compétences transversales (« savoir-faire »)**
  - Repérer, produire, valider, synthétiser, partager et discuter l'information
  - Travailler dans l'urgence et ensemble
  - Maillage et réseaux jusqu'à l'international (É-U → QC → France)
  - **Émergence de compétences collectives**
- **Construction d'une vision du monde (« savoir pourquoi »)**
  - Consolidation par les citoyens (ex : au cours d'audiences publiques) de leurs valeurs, de leur vision de leur milieu et de leur tissu social local.

## Effets cumulatifs des mobilisations depuis 2002

### Transfert de compétences – Point de non retour



2003	Centrale du Suroît
2003	Projet de casino de Loto-Québec et du Cirque du Soleil
2005	Parc du Mont Orford
2005 - 2008	Projet de Port méthanier Rabaska
2005 - 2008	Industrialisation de l'élevage porcin (porcheries industrielles)
2008 – auj.	Harnachement de la rivière Romaine
2008 – auj.	Cas de Malartic (Osisko) et exploitation générale des mines au Québec (relations des communautés, redevances, etc.) – Rapport du Vérificateur général 2009
2009 – auj.	Exploitation des mines d'uranium particulièrement à Sept-Îles et rénovation/fermeture Gentilly 2
2010 - auj	Exploration et exploitation des hydrocarbures (gaz de schiste, pétrole Anticosti et Golfe du Saint-Laurent)

# Apprentissages citoyens

## « Pouvoir-faire »

- **Hypothèses initialement formulées** peu à peu vérifiées.
- **Confirmation des intuitions et appréhensions de départ**, relevant du sens commun, d'un savoir écologique de base, d'un sentiment d'usurpation ou de l'expérience.
- (Re)découverte de la **prise des citoyens sur leur milieu, les enjeux** et leur **capacité à changer les choses**

→ **CONFIANCE** dans leur légitimité

→ **La création et l'inventivité sociale se situent tout autant du côté citoyen et la résistance au changement et l'immobilisme aussi du côté des promoteurs.**

# Apprentissages en cours

## Défis organisationnels : le défi de la durée

- **Temps et énergie à investir**
  - Contexte d'urgence et d'absence de ressources financières
  - Surcharge personnelle et professionnelle
- **Pérennisation de la participation des acteurs**
  - La mobilisation peut démobiliser
  - On se repose sur les piliers qui s'essouffent (relève)
- **Leadership**
  - Groupes souvent hétérogènes et hétéroclites
  - Grandes responsabilités vs. Faible reconnaissance
  - Rôle ingrat : pousser dans le dos / faire la police
  - Légitimité : « universitaires » vs. « vrais citoyens »

## Conclusion : enjeux pour les promoteurs

- **Plus possible d'imposer des projets** sans soulever de fortes tensions et compromettre la viabilité des projets.
- **Mieux saisir le contexte** (historique, géographique, culturel, social, économique, etc.).
- **Mettre en dialogue et en synergie les différents types de savoirs** : scientifiques, techniques mais aussi les savoirs d'expérience et de sens commun (intelligence citoyenne); etc.
- **Gérer la complexité et à la prise de décisions multi-acteurs** « experts » ainsi désignés, mais aussi représentants des élus, citoyens et organisations du milieu à vocation sociale, environnementale ou économique.
- **Être créatif** (innovation – expérimentation) pour la recherche de modes de gestion de projet et le repérage de solutions.

Deux paradigmes ?	« Acceptation sociale »	« Acceptabilité sociale »
Question clef	Comment ?	Pourquoi ?
Moment ( <i>Timing</i> )	<i>En aval de la décision</i>	<i>En amont de la décision</i>
Conception de la mobilisation citoyenne	Population ignorante Inquiétudes injustifiées Problème d'attitudes « réfractaires »	Intelligence citoyenne à valoriser et intégrer. Désir de contribuer ENSEMBLE au projet / changement
Initiative	Entreprise : démarches volontaires et codes de conduite	Entreprise et instances de responsabilité publique (gouvernement, BAPE, INSPQ, etc.)
Sujet des échanges	Bon voisinage (politesse) Bon citoyen (philanthropie) Atténuation des impacts / « accommodements raisonnables »	Décision du projet Définition des termes de l'évaluation du projet : démonstration de la « plus-value sociale »
Approche « scientifique »	Science technique et économique	Science complexe, interdisciplinaire (nécessité d'un dialogue des savoirs)
Outils	Information et éducation de la population / Marketing social Consultation Relations publiques	Communication Participation de la population. Concertation Relations communautaires
Sens des apprentissages	<b>Unidirectionnel</b> De l'entreprise vers la communauté	<b>Bidirectionnel</b> : échanger pour construire des apprentissages communs
Prise de décision	Rapide et génératrice de conflits	Plus lente et pertinente
Relations avec le pouvoir public	Lobbying. Conformité réglementaire	Engagement politique responsable Amener le gouvernement dans le contexte de dialogue commun
Pérennité décision	Faible (fortes contestations)	Forte (consensus social)

## Références en lien avec cette présentation

- Batellier, P. et Sauvé, L. (2011). La mobilisation des citoyens autour du gaz de schiste au Québec : les leçons à tirer. Dossier « Relations avec les communautés », sous la direction d'Emmanuel Raufflet. Gestion. Revue internationale de gestion - HEC Montréal, 36(2), Été 2011, 49-58. [Lien](#)
- Sauvé, L. et Batellier, P. (2011). La mobilisation citoyenne sur la question du gaz de schiste au Québec : Une exigence de démocratie. Nouveaux Cahiers du Socialisme, 6, « Écosocialisme ou barbarie » (sous la direction de Brouillette, V., Guay, N., Levy, A., Martin, E. et Poulin, R.), Automne 2011, 224-236. [Lien](#)
- Batellier, P. et Sauvé, L. (2012) « Où en est-on ? ». Communiqué du Collectif Scientifique sur la question du gaz de schiste. Octobre 2012. [Lien](#)
- Batellier, P. (2012), Revoir les processus de décision publique : de l'acceptation sociale à l'acceptabilité sociale. Gaia-presse. [Lien](#)